

RAPPORT N° 2022/6-36
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 Décembre 2022

OBJET : ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS PERMANENTS

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

I-AVANCEMENT DE GRADE

Afin de prendre en compte les avancements de grade des agents de la CINOR, il vous est proposé de créer les postes à temps complet relevant des grades suivants :

- **6 postes permanents de catégorie A:**
 - o 1 poste d'assistant socioéducatif de classe exceptionnelle
 - o 2 postes d'ingénieur principal
 - o 1 poste d'ingénieur hors classe
 - o 2 postes d'attaché principal
- **2 postes permanents de catégorie B:**
 - o 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe
 - o 1 poste de technicien principal de 1^{ère} classe
- **81 postes permanents de catégorie C:**
 - o 5 postes d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
 - o 13 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe
 - o 1 poste d'adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe
 - o 7 postes d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe
 - o 30 postes d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe
 - o 11 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe
 - o 1 poste d'adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe
 - o 13 postes d'agent de maîtrise

II/ CREATION DE POSTE PERMANENT

L'aménagement équilibré et harmonieux du territoire constitue un des axes majeurs de notre projet de mandature « CINOR TERRE D'AVENIR 2030 ». A ce titre, il convient d'optimiser les organisations internes chargées de la mise en œuvre de ces politiques publiques. Il est proposé, dans ce cadre, d'ajuster le poste suivant :

- Un poste permanent à temps complet rattaché à la direction de l'eau, créé par délibération du bureau communautaire en date 17 décembre 2019, (contractuel de cat B, cadre d'emploi des techniciens territoriaux, grade de technicien), **en un poste permanent à temps complet (cat B grade de technicien principal de 2^{ème} classe)**

III-CREATIONS DE POSTES TEMPORAIRES

En vertu de l'article L. 332-23.1° du Code général de la fonction publique, les collectivités peuvent recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois compte tenu, le cas échéant du renouvellement du contrat pour une même période.

Aussi, afin d'assurer un service public dans les conditions optimales il est proposé de créer **8 postes d'ATA pour l'année 2023** : emplois non permanents d'agent polyvalent à temps complet à raison de 35h/semaine issus de la filière administrative, technique ou culturelle.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget.

IV-CHANGEMENT DE FILIERES

Afin de répondre aux demandes de changement de filière correspondant davantage aux missions des agents relevant de la filière technique, et régulariser certaines affectations, il est proposé de créer les postes suivants :

Ancienne situation			Nouvelle situation			
Direction	Filière	Emploi	Direction	Filière	Emploi	Grade
Environnement et cadre de vie	Administrative	4 Agents de déchetterie	Environnement et cadre de vie	Technique	4 Agents de déchetterie	Adj technique princ de 2 ^{ème} cl
Environnement et cadre de vie	Administrative	1 Médiateur de cadre de vie	Environnement et cadre de vie	Technique	1 Agent de surveillance de la voie publique	Adj technique princ de 2 ^{ème} cl
BIAP	Culturelle	1 Adjoint du patrimoine	Moyens internes	Technique	1 Gestionnaire parc automobile	Adj technique
Eau	Administrative	1 Assistant adm et fin	Eau pluviale urbaine et GEMAPI	Technique	1 Contrôleur missions opérationnelles	Adjoint technique princ de 2 ^{ème} cl

V-MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Par ailleurs, il convient de soustraire du tableau des effectifs, les 22 postes budgétaires ci-dessous mentionnés, qui ne correspondent plus à aucun besoin budgétaire, faisant suite à des avancements de grade, des réussites aux concours ou examens, promotions internes, mutations, départs en retraite, décès :

- 2 postes d'attaché territorial ;
- 2 postes de rédacteur principal de 1^{ère} classe
- 1 poste de rédacteur territorial ;
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe ;
- 1 poste d'Adjoint administratif ;
- 1 poste d'ingénieur en chef HC ;
- 1 poste d'ingénieur en chef ;
- 1 poste de technicien territorial ;
- 2 postes d'agent de maîtrise ;
- 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe ;
- 1 poste de conservateur des bibliothèques ;
- 1 poste de bibliothécaire territorial ;
- 2 postes d'adjoint territorial du patrimoine,
- 4 postes d'Assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe.

Le tableau des effectifs est modifié en conséquence et vous est présenté en annexe. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales seront inscrits au budget 2023.

Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver les créations et suppressions de postes indiquées dans le rapport
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-36-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**DECISION N° 2022/6-36
du Bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022**

OBJET : ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS PERMANENTS

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 09 décembre 2022 ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-36 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les créations et suppressions des postes indiqués dans le rapport.

ARTICLE 2

D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 15 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

19 DEC 2022

**Le Président
Maurice GIRONCEL**

